

# Réduction des pesticides : « Tout n'est pas dans les mains des agriculteurs »



Une note collective signée par la Fédération wallonne de l'agriculture et des acteurs engagés de la transition agroécologique appelle à sortir d'une logique qui fait encore trop reposer l'effort sur les seuls agriculteurs.

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER

Malgré la succession des plans de réduction des pesticides, l'usage de ces produits chimiques ne baisse pas en Wallonie, avec tous les problèmes que cela pose au niveau environnemental et sanitaire. Comment passer des bonnes résolutions aux actes ? Fin octobre 2025, la ministre de l'Agriculture, Anne-Catherine Daleq (MR), a lancé les « Etats Généraux de la Protection des Cultures », un chantier visant à rassembler tous les acteurs d'une même filière pour inventorier les alternatives techniques permettant de limiter le recours aux pesticides. Un document de synthèse sera présenté le 22 mai. Des auditions sur ce thème ont également eu lieu au parlement wallon l'année dernière.

Alors que cette séquence de réflexion

prend fin, trois acteurs du monde agricole sortent du bois. Ils remettent ce mercredi à la ministre Anne-Catherine Daleq et à Yves Coppieters, le ministre de l'Environnement et de la Santé (Les Engagés), une note collective exposant leur vision des conditions prioritaires à respecter pour limiter l'usage des pesticides. Fait inhabituel, on retrouve parmi les signataires des acteurs engagés de la transition agroécologique comme Sytra – un groupe de recherche de l'UCLouvain – et Regenacterre – une association spécialisée dans le conseil en agriculture régénérative – mais aussi la Fédération wallonne de l'agriculture (FWA), un important syndicat agricole qui compte dans ses membres bon nombre d'acteurs de l'agriculture dite « intensive ». La note est soutenue par plusieurs acteurs issus de l'agriculture, de l'environnement, de l'industrie (Fevia), de la recherche (Gembloux Agro-biotech).

## Sortir des débats simplistes

Si ces trois associations s'allient, c'est d'abord pour sortir des débats simplistes. « Aujourd'hui, on a l'impression que deux visions s'opposent : il y a ceux qui défendent les phytos et affirment qu'il n'y a pas d'alternatives et ceux qui disent qu'il faut tout interdire », explique Bernard Decock, coordinateur du pôle environnement de la FWA. « La question est beaucoup plus complexe. La plupart des agriculteurs ne considèrent les pesticides que comme un instrument parmi d'autres dans leur boîte à outils. Ils ne sont pas spécialement heureux de les utiliser mais les conditions externes les contraignent à y recourir. A des degrés divers, ils prennent déjà des actions pour en réduire l'usage. Voyons ce qu'on peut mettre en place pour aller plus loin et faire en sorte que les pesticides ne

soient plus au final qu'un extincteur qu'on utilise en dernier recours. »

Le message principal des signataires est simple : il faut cesser de croire que l'agriculteur est le seul responsable de la situation et donc le seul qui peut agir. « C'est trop facile de toujours le pointer du doigt », insiste Marie Bosquet, responsable du développement stratégique chez Regenacterre. L'agriculteur peut bien sûr activer des leviers agronomiques favorisant une approche préventive plutôt que curative, tels que l'optimisation des rotations, la diversification des cultures ou encore le soin apporté au sol. Ces pratiques ont fait leurs preuves, notamment dans le bio, mais « elles ne suffiront pas », prévient-elle. « La situation nécessite désormais des choix collectifs cohérents ». Les auteurs de la note plaident pour une approche systémique, qui passe par des politiques mieux coordonnées (Région, fédéral, Europe), l'implication de tous les acteurs de la filière agro-alimentaire et la mise en place d'objectifs mesurables et long terme.

## Répartir les risques

Pour permettre au fermier de réaliser cette transition vers une agriculture plus durable, il faut d'abord veiller à la durabilité économique de son exploitation. « Or, aujourd'hui, c'est lui qui supporte l'essentiel du risque », souligne Marie Bosquet. « Il engage des frais pendant toute la saison tout en ignorant le prix auquel il vendra sa production. Et en plus, il doit assumer les aléas du changement climatique... ». Dans ces conditions, les pesticides constituent une forme d'assurance pour lui. « Si la société demande à l'agriculteur de faire l'impasse sur les phytosanitaires, il faut alors veiller à répartir ce risque sur tous les maillons de la chaîne plutôt que de le

**Selon la FWA, la plupart des agriculteurs ne considèrent les pesticides que comme un instrument parmi d'autres.** © AFP

concentrer sur le plus faible », estime Bernard Decock. Il évoque la mise en place de systèmes assurantiels impliquant les différents acteurs de la filière, les pouvoirs publics...

Selon les auteurs de la note, il faut aussi que tous les acteurs de la filière participent à l'effort de réduction des pesticides et se fixent des objectifs communs. Ils prennent l'exemple des pommes de terre. Aujourd'hui, l'industrie de la transformation (chips, frites...) dicte aux agriculteurs les variétés qu'ils doivent planter en fonction des caractéristiques souhaitées (calibre, couleur, texture...), se souciant peu de la vulnérabilité de ces plantes aux ravageurs et aux maladies. Demain, dans le cadre d'un dialogue au sein de la filière, les différents maillons de la chaîne pourraient décider ensemble de se tourner vers des variétés plus résistantes, nécessitant moins de pesticides. « Sans ce dialogue, on place les agriculteurs face à un mur », souligne Bernard Decock.

## Besoin de cohérence

Cette approche systémique nécessite une meilleure coordination des politiques. Les compétences du commerce, de l'environnement, de l'agriculture sont éclatées entre ministres et partis. En Région wallonne, les deux ministres compétents, Yves Coppieters et Anne-Catherine Daleq, sont loin d'être au diapason... Il y a aussi des problèmes de cohérence entre niveaux de pouvoir. Les auteurs de l'étude pointent les accords de libre-échange signés par la Commission européenne. « On ne peut pas demander aux agriculteurs de réduire l'usage des pesticides et, dans le même temps, les mettre en concurrence avec des zones de production dans le monde qui n'ont pas les mêmes exigences que nous », explique Bernard Decock.

Le spécialiste de la FWA souligne encore la nécessité de fixer aux agriculteurs des objectifs réalistes et un horizon de temps suffisamment long pour réaliser cette transition. « Des plans de réduction des pesticides qui s'étalent sur la durée d'une législature, c'est trop court ». Il faut aussi fixer des objectifs clairs et mesurables par le biais d'indicateurs. « Aujourd'hui, on nous dit qu'il faut réduire l'usage des pesticides de 50 % mais quels sont les indicateurs à prendre en compte, la base de départ ? C'est vague. »

Reste un point qui fait l'unanimité des signataires : la nécessité de mieux accompagner le fermier. « On doit sortir du modèle d'après-guerre où l'agriculteur applique une recette toute faite sans se poser de questions », explique Marie Bosquet. « Si on veut réduire l'usage des pesticides, il faut penser la ferme comme un système, réfléchir à la manière dont il faut gérer les rotations, ce qu'on va planter... L'agriculteur n'a souvent pas le temps de se former. Il a besoin de conseillers en agronomie qui vont l'aider à développer cette vision. Or les seuls conseillers que les agriculteurs croisent aujourd'hui, ce sont souvent les délégués commerciaux des firmes phytosanitaires... ».

